

Jeudi 4 novembre 2021

Secteur médico-social : il y a urgence !

Le secteur médico-social haut-savoyard connaît actuellement une grave crise des vocations. Ce phénomène, s'il est national, est néanmoins exacerbé dans notre département. De nombreuses offres d'emploi sont en souffrance de candidats ; des services doivent fermer ; des professionnels se retrouvent dans des situations intenable de souffrance au travail ; des familles sont acculées, contraintes d'assurer seules les soins de leur proche en situation de handicap ; des personnes se retrouvent sans accompagnement adapté à leurs besoins et voient ainsi leurs droits élémentaires bafoués.

La crise sanitaire a exacerbé un état de tension latent. La mise en place parcellaire du Ségur de la santé a généré un sentiment d'oubli chez des personnels dont le dévouement a pourtant été salué pendant le confinement de Mars 2020. La décision récente de revaloriser uniquement certains personnels travaillant dans les établissements et services médico-sociaux sous statut de droit privé signe la perpétuation de l'erreur. Le gouvernement s'en-tête à mettre en œuvre des mesures catégorielles de revalorisation. Ce mode d'attribution a pour effet de fracturer la cohésion du secteur. La fuite de personnels qualifiés aggrave la situation locale en Haute-Savoie. Les professionnels qualifiés doivent trop souvent se résoudre à choisir entre espérer gagner un meilleur salaire en tant que travailleur frontalier ou changer de département dans l'espoir de réduire l'impact du coût de la vie sur leur pouvoir d'achat.

Le parti socialiste de Haute-Savoie appelle les services départementaux de l'agence régionale de santé ainsi que le conseil départemental à prendre leurs responsabilités. Il les invite à se doter d'une organisation et de moyens garantissant aux personnes en situation de handicap des accompagnements de qualité, évolutifs et de proximité. Il leur demande vivement de mettre un terme à l'hémorragie de professionnels qualifiés par des mesures fortes de reconnaissance et de soutien à leur pouvoir d'achat quel que soit leur secteur d'intervention.
